



Décision n° 2018-315

Avis conforme sur travaux, constructions et installations  
en cœur de parc soumis à autorisation d'urbanisme

N° de procédure (DP - PC) : DP 00611918P0010  
Pétitionnaire : FECHINO Patrick  
Nature de la demande : réfection de la toiture, des pignons et des huisseries d'une grange d'alpage  
Localisation : Les Torres, parcelle n°808 section B Saint Dalmas le Sauvage

Le directeur de l'établissement public du Parc national,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4, L. 331-26, R.331-19 et R.331-67,

VU le code de l'urbanisme et notamment les articles L122-11 et suivants, R423-62, R424-17 et R424-17,

VU le décret n°2009-486 du 29 avril 2009, pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du Parc national du Mercantour, notamment son article 7,

VU le décret n°2012-1541 du 28 décembre 2012 approuvant la charte du Parc national ainsi que les modalités 14, 17, 22 et 23 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU la décision n°2016-01 du 1er janvier 2016, donnant délégation permanente de signature au directeur-adjoint de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

VU la déclaration préalable déposée par Monsieur FECHINO Patrick, enregistrée en mairie le 06 juillet 2018,

VU l'avis très réservé émis par le Conseil Scientifique du Parc national du Mercantour en date du 03 août 2018,

Considérant que les travaux présentés à la déclaration préalable ont pour objectif de restaurer la toiture, les pignons et les huisseries d'une grange isolée, située sur l'unité pastorale de « Clos Pelouse – Camp des Fourches – Bousieyas » composée de propriétés privées et communales - actuellement exploitée par un troupeau de 1500 ovins appartenant à Monsieur COCORDANO et Madame BRUN,

Considérant les références bibliographiques relatives au patrimoine bâti de la vallée de la Tinée synthétisant précisément les caractéristiques architecturales des bâtiments traditionnels, notamment « *La Tinée, construire dans le Haut-Pays sans compromettre l'architecture traditionnelle* » (PERREARD Michel - édition DDA06, 1978) et « *L'homme et la maison dans le parc national du Mercantour* » (par GOURDON Michel et Marie-Louise, édition BT Nature, 1996),

Considérant que la grange concernée par la déclaration préalable relève de l'architecture traditionnelle des « granges de la Tinée » telle que décrite aux études susmentionnées, avec étable au rez-de-chaussée et réserve pour le fourrage sous les combles, soubassement large en

pierres montées à sec puis plus récemment maçonnées, surmonté de combles dont les pignons sont obturés par un bardage vertical de planches équarries en mélèze et dont la toiture est constituée de bardeaux, également en mélèze,

Considérant qu'actuellement, le bâtiment conserve sa vocation agro-pastorale traditionnelle dans la mesure où il ne témoigne d'aucun aménagement déjà réalisé et destiné à en modifier l'affectation, malgré le fait que l'éleveur actuellement en place sur l'alpage ne dispose pas des droits d'usage de la grange,

Considérant que le pétitionnaire de la déclaration préalable ne précise ni l'affectation ni les conditions de fonctionnement du bâtiment qu'il souhaite instaurer après réalisation des travaux,

Considérant que l'article L122-11 du code de l'urbanisme susvisé indique que « *Peuvent être autorisés dans les espaces définis à l'article L. 122-10 (...) 3° La restauration ou la reconstruction d'anciens chalets d'alpage ou de bâtiments d'estive, ainsi que les extensions (...) dans un objectif de protection et de mise en valeur du patrimoine montagnard et lorsque la destination est liée à une activité professionnelle saisonnière* »

Considérant également que l'article 7 du décret de 2009 susvisé indique que « *II. — Peuvent être autorisés, en application et selon les modalités du 1° du I de l'article L. 331-4 du code de l'environnement, par le directeur de l'établissement public du parc les travaux, constructions et installations : (...) 13° Nécessaires à la restauration d'un élément du patrimoine bâti identifié par la charte comme un élément constitutif du caractère du parc, sous réserve qu'il ne puisse être affecté à un usage d'habitation* »

Considérant que la modalité 22 d'application de cette disposition du décret, précise que « *I.- Les éléments du patrimoine bâti constitutifs du caractère du parc sont les suivants (...) 4° granges de la Tinée* »,

Considérant que les travaux envisagés et décrits au dossier de déclaration préalable respectent globalement l'architecture traditionnelle de la grange, sans y ajouter d'éléments favorisant le changement d'usage du bâtiment à des fins de villégiature,

Considérant à ce titre, que ces travaux apparaissent globalement compatibles avec la réglementation en vigueur, à la condition expresse que le bâtiment une fois restauré ne soit pas affecté ni aménagé à des fins d'habitation même occasionnelles, non liées à l'activité pastorale du secteur,

Décide :

#### Article 1:

Sous réserve que le bâtiment ne soit pas affecté à un usage d'habitation, ni ne fasse l'objet d'aménagements portant atteinte à sa destination pastorale, le directeur de l'établissement public du Parc national du Mercantour donne un avis favorable aux travaux déclarés au dossier n°DP 00611918P0010 daté du 06 juillet 2018, portant sur la réfection d'une toiture, des pignons et des huisseries de la grange d'alpage cadastrée parcelle n°808 section B Saint Dalmas le Selvage.

Cet avis favorable vaut autorisation dérogatoire de travaux dans le cœur du parc national du Mercantour, aux conditions définies aux articles suivants.

#### Article 2 :

Cet avis favorable est assorti des prescriptions suivantes, à la charge du pétitionnaire :

## ***\*\* Prescriptions générales***

2.1. Le bénéficiaire est tenu d'associer le service territorialement concerné du Parc national du Mercantour, aux différentes réunions de chantier notamment à la réunion d'ouverture et à celle de recollement.

Contact :

- service territorial Tinée : 04.93.02.42.27

chef de S.T : OPOLKA Boris ([boris.opolka@mercantour-parcnational.fr](mailto:boris.opolka@mercantour-parcnational.fr))

adjoint du S.T - TURPAUD Anthony ([anthony.turpaud@mercantour-parcnational.fr](mailto:anthony.turpaud@mercantour-parcnational.fr))

2.2. Aucune intervention n'est autorisée sur le sentier d'accès au bâtiment.

2.3. Le prélèvement d'eau dans le milieu n'est pas autorisé.

2.4. A l'issue des travaux, l'ensemble des résidus de matériaux (y compris les bois issus du démontage de la toiture, de la charpente, des huisseries) et autres déchets issus des travaux (y compris mégots de cigarette, canettes, emballages...) devra être évacué en dehors du cœur de parc vers les installations de traitement autorisées.

Tout brûlage est interdit dans le cœur du parc national.

## ***\*\* Prescription liée à la réfection de la toiture***

2.5. La toiture sera restaurée de sorte à ce que son aspect extérieur soit identique à celui d'origine : les tôles constitutives de la couverture seront intégralement recouvertes de bardeaux ou de planches verticales en mélèze, non raboté. Les tôles faîtières et les tôles de rive seront habillées de planches de mélèze découpées sur mesure.

## ***\*\* Prescriptions liées à la réfection des façades***

2.6 L'ensemble des maçonneries nécessaires à la fixation des huisseries sera réalisé au mortier de chaux sans recouvrement des pierres, et de telle sorte que les risques de ruissellement des laitances soient réduits au maximum :

- stockage des composants et confection des mortiers sur bâche étanche ;
- pose et séchage au sec, hors période de pluie ;
- lavage des outils de maçonnerie dans un bac permettant la décantation des laitances et la récolte des résidus secs. Interdiction stricte de lavage dans le milieu naturel ;
- évacuation des résidus secs en-dehors du cœur de parc, vers une installation de traitement autorisée.

2.7. En façade Est, le fenestron du soubassement sera restauré sans modification de ses dimensions d'origine. Le nouveau châssis sera en bois, traité le cas échéant avec des produits naturels. Le volet sera à simple battant monté sur deux gonds, constitué de mélèze non raboté. Les ferronneries seront de teinte sombre et mat.

2.8. En façade Sud, le pignon sera intégralement restauré en bardage de mélèze, lames verticales non rabotées, sans ouverture. Au niveau du soubassement, l'ouverture de la porte sera restaurée sans modification de ses dimensions d'origine ; le nouveau châssis et la nouvelle porte seront réalisés en bois de mélèze non raboté et non traité. La porte sera réalisée d'un seul tenant et sans baie vitrée, les ferronneries seront de teinte sombre et mat.

2.9 En façade Nord, le pignon sera intégralement restauré en bardage de mélèze, lames verticales non rabotées, sans ouverture.

2.10. La création de toute nouvelle ouverture en façade ou en toiture n'est pas autorisée.

Article 3 :

Le présent avis conforme sera automatiquement caduque si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de la décision municipale de non-opposition à la déclaration préalable.

Il en sera de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

Article 4 :

Le présent avis conforme ne vaut pas autorisation de survol du cœur de parc national à moins de 1000 m du sol par un aéronef motorisé.

Le présent avis ne vaut pas davantage autorisation de circuler et de stationner en véhicule terrestre à moteur sur le sentier d'accès au bâtiment.

Le pétitionnaire ou son prestataire devront en formaliser la demande préalablement au démarrage des travaux sur site, en application des dispositions réglementaires en vigueur

Article 5 :

Les agents du Parc national du Mercantour ainsi que les agents assermentés et commissionnés compétents en la matière sont chargés de la vérification et de l'application des prescriptions du présent avis.

Une copie du présent avis sera affichée sur le lieu des travaux et présentée à toute réquisition desdits agents.

Article 6 :

Le présent avis conforme n'exonère pas des éventuelles autres autorisations qui peuvent être requises au titre de la réglementation du cœur du Parc national, ou des autres réglementations en vigueur.

Il ne vise qu'à limiter l'impact des travaux sur le milieu naturel, les espèces sauvages, le paysage et le caractère du cœur de parc ; il ne peut en aucun cas être considéré comme un engagement de sécurité assuré par le Parc national qui se dégage de toute responsabilité en la matière, notamment en cas d'accident.

Article 7 :

Le non respect des dispositions du présent avis ou prévues par le code de l'environnement expose son bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 8 :

Le présent avis sera publié au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

Il peut être contesté devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant de sa publication.

Fait à Nice, le 8 août 2018



Le Directeur-Adjoint du  
Parc National du Mercantour

Laurent SCHEYER